

Qui veut enterrer le traité sur le plastique?

LOBBYS Faute d'accord pour un traité international sur la pollution plastique, pays et organisations internationales se réunissent pour un sixième round de négociations à Genève. Avec eux, industriels et groupes de pression se sont aussi donné rendez-vous au bord du Léman

KYLIAN MARCOS

Qui veut la peau du traité international sur le plastique? Jusqu'au 14 août prochain, 183 délégations nationales et régionales se réunissent entre les murs des Nations unies pour mettre sur pied un instrument juridiquement contraignant afin d'endiguer la pollution plastique. Après l'échec des récentes discussions à Busan, en Corée du Sud – initialement prévues comme le cycle final –, Genève aura la lourde tâche de parvenir à intégrer un objectif de baisse de la production à la source de plastique. Si l'impossibilité d'atteindre un accord n'est pas totalement imputable aux nombreux lobbys présents, leur présence a été très remarquée en Corée du Sud.

Sur la liste provisoire des participants transmise par le Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP), *Le Temps* a pu identifier au moins 307 lobbyistes proches de l'industrie plastique. C'est plus que le décompte du Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), qui arrive au total de 234. Une estimation basse puisque le CIEL n'inclut pas les entreprises de biens de consommation (comme Coca-Cola, Nestlé ou LEGO) ou les fabricants d'emballages.

La même équipe, mais pas le même maillot

C'est toujours plus qu'à Busan, où CIEL comptait au moins 220 lobbyistes inscrits sur la liste des participants. «Le plastique est fabriqué à partir de combustibles fossiles et de produits pétrochimiques. Ce faisant, les industries pétrochimiques et des combustibles fossiles ont un conflit d'intérêts majeur avec l'objectif du traité», souligne Rachel Radvany, chargée de la santé environnementale pour CIEL.

Lors de séances de négociations internationales, les lobbys de la pétrochimie infiltrèrent les rencontres par différentes voies. Il n'est pas rare d'en identifier parmi les organisations internationales ou les délégations nationales.

Ces représentants d'intérêts d'entreprises pétrochimiques nationales sont une infime part des lobbyistes présents à Genève. La grande majorité voyage au sein d'organisations non gouvernementales (ONG), infiltrées par des délégués de grands industriels. Sur les 307 représentants de l'industrie plastique identifiés par *Le Temps*, 279 voyagent au sein

d'ONG. La même équipe, mais pas le même maillot: entreprises pétrochimiques et Etats pétroliers voient dans le plastique un marché de substitution important dans un contexte où les énergies fossiles tendent à être remplacées par les renouvelables.

Le double jeu de Coca-Cola, Unilever et consorts

Sous la bannière du Conseil international des associations chimiques (ICCA), on retrouve par exemple des émissaires de l'américaine Dow, de la chimiste saoudienne SABIC ou de la belge Syensqo. Une présence que l'ICCA désamorce dans une communication envoyée spontanément par mail aux médias: «Nos délégués sont ici pour écouter les gouvernements afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et d'apporter des solutions qui tirent parti des innovations et de l'expertise technique approfondie dont disposent nos industries et qui peuvent contribuer à mettre fin à la pollution plastique.» Et d'ajouter: «Bien que nous soyons nettement moins nombreux que les plus de 1500 ONG participantes, nous apprécions l'engagement de l'ONU en faveur d'une large participation des parties prenantes.»

Des lobbys «sans filtre» qui ne craignent pas d'afficher leur proximité avec le secteur pétrochimique, selon Dorothee Moisan, journaliste et autrice du livre enquête *Les Plastiqueurs. Enquête sur ces industriels qui nous empoisonnent* (Kero, 2021). Exemple: «Il y a quelques années, le patron de Covestro (entreprise chimique, filiale de Bayer) était président de Plastics Europe». Aujourd'hui, le groupe de pression européen est dirigé par Benny Mermans, le patron de Chevron Phillips Chemical. «Ce sont les plus gros producteurs de plastiques mondiaux qui président ces lobbys», résume Dorothee Moisan.

Pousser pour le recyclage et continuer à produire plus

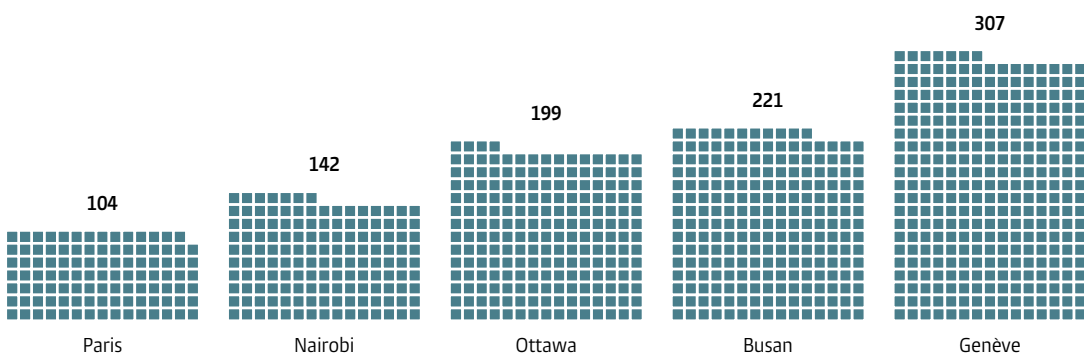
Cependant, les entreprises pétrochimiques ne sont pas seules à faire le déplacement. Depuis la rencontre de Paris en 2023, Coca-Cola n'a manqué aucune discussion sur le traité. Un représentant solide du secteur de l'emballage et de l'industrie agroalimentaire et l'un des plus gros pollueurs plastiques du monde. Une présence ironique, selon Dorothee Moisan, alors que «Coca-Cola remplace les quelques



Les délégués s'entrelient avant l'ouverture de la deuxième partie de la cinquième session du Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique (INC-5.2), au siège européen des Nations unies. (GENÈVE, 5 AOÛT 2025/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

A GENÈVE, LA PRÉSENCE DE LOBBYS BAT UN NOUVEAU RECORD

Nombre de participants affiliés à l'industrie du plastique



De Paris à Busan, les chiffres sont ceux du CIEL. Pour Genève, les chiffres sont ceux du Temps. Graphique: Le Temps | Sources: CIEL et Le Temps

systèmes de consignes de bouteilles en verre qui existent encore dans le monde pour installer des bouteilles en plastique». Au côté du géant américain de la boisson, c'est tout un secteur qui vient défendre la bouteille en plastique.

Certaines entreprises brouillent les pistes ou jouent un double jeu. C'est aussi le cas de Coca-Cola. En s'associant à la coalition d'entreprises pour un traité sur la pollution plastique, aux côtés de l'entreprise zurichoise de l'emballage Amcor, LEGO, Nestlé, Unilever ou PepsiCo, l'entreprise soutient des dispositions ambitieuses du traité. Des géants de leurs secteurs qui ont tous envoyé des représentants à Genève sous différentes bannières.

Sur les bords du Léman, les différents groupes de pression poursuivent le travail entamé à Punta del Este, Paris, Nairobi, Ottawa et Busan. En novembre 2024, un rapport de l'ONG InfluenceMap révélait que les industriels du plastique et des combustibles fossiles, dont ExxonMobil, Sabic, PlasticsEurope et l'American Fuel and Petrochemical Manufacturers, «ont fortement plaidé pour affaiblir l'ambition du traité sur les matières plastiques». «Ils ne veulent absolument pas que ce traité fixe un plafond à la production de plastique», explique Rachel Radvany.

A défaut, les lobbys poussent «pour que ce traité soit axé sur le recyclage». Un écran de fumée pour Dorothee Moisan: «Pourquoi un pétrochimiste qui pro-

duit du plastique vierge et en dégage d'énormes revenus défend-il le recyclage?» Elle poursuit: «Si on recycle à l'infini, on ne produit plus de plastique vierge. Il est rare que des entreprises de ce type-là scient la branche sur laquelle ils sont assis.»

Des Nations unies à TikTok

Dans son rapport annuel sur le plastique, l'OCDE rapporte qu'en 2022, seulement 9% des déchets plastiques ont été recyclés. Malgré les intentions des industriels du secteur, l'OCDE, dans son rapport de l'année suivante, prévoit qu'en 2060 les deux tiers des déchets plastiques mondiaux seront toujours mis en décharge ou mal gérés. Le lobbying se joue également hors les murs. En plus des

traités internationaux, les industriels investissent les réseaux sociaux pour vanter les mérites du recyclage. Présent à Genève actuellement, et aux rencontres de Busan et Ottawa, Petcore Europe, le lobby européen du PolyTéréphthalate d'Éthylène (PET) a lancé la campagne Recycle the One, en référence au logo du PET. Parmi les membres de Petcore Europe, des entreprises familiaires, et dépendantes du plastique: Dow, PepsiCo, Coca-Cola ainsi que les chimistes anglais Ineos (dont une des divisions est basée à Rolle, dans le canton de Vaud) et allemand BASF.

Comme d'autres associations, Petcore use aussi de publicités payantes sur les réseaux sociaux comme LinkedIn, pour vanter les attributs du plastique. Stratégie similaire pour le Conseil international des associations chimiques, «la voix mondiale et unifiée de l'industrie chimique», dont *Le Temps* a retrouvé des posts sponsorisés sur LinkedIn et X.

Lors des débats de Busan, en décembre dernier, les représentants d'Etats étaient peut-être tombés sur ces vidéos prônant les miracles du PET. Une opération «Positively PET» (Positivement PET) à plus de 1,8 million de dollars, selon le groupe de lanceurs d'alerte Fieldnotes. A la manœuvre, la National Association for PET Container Resources (Napcor), dont cinq représentants sont présents à Genève. Parmi les près de 70 membres de cette association, on retrouve Amcor ou Ineos. C'est un petit monde. ■